

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires	1 956	1 956		
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques,mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	49 532	46 750	2 782	3 636
	Immobilisations grevées de droits				
	Immobilisations en cours	1 500		1 500	
Avances et acomptes					
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)					
Participations évaluées selon mise en équival.					
Autres participations	59 636		59 636	57 826	
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts	2 915 993	491 423	2 424 571	2 459 804	
Autres immobilisations financières	1 230		1 230	1 230	
TOTAL (I)		3 029 847	540 129	2 489 719	2 522 496
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances usagers et comptes rattachés				
	Autres créances	631 911	237 071	394 840	773 839
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	2 700 000		2 700 000	2 400 000	
DISPONIBILITES	1 063 779		1 063 779	1 181 437	
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	945		945	91
	TOTAL (II)	4 396 634	237 071	4 159 563	4 355 367
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		7 426 482	777 200	6 649 282	6 877 863
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				2 425 801	2 461 034
(3) dont à plus d'un an					
ENGAGEMENTS RECUS					
Legs nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents			- autorisés par l'organisme de tutelle		
Dons en nature restant à vendre					

# Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/12/2024	31/12/2023
Fonds associatifs	<b>Fonds propres</b>		
	Fonds associatifs sans droit de reprise <i>Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables</i>	4 341 762	4 355 362
	Ecart de réévaluation		
	Réserves	1 096 116	948 242
	Report à nouveau		
	<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>316 085</b>	<b>49 987</b>
	<b>Total des fonds propres</b>	<b>5 753 963</b>	<b>5 353 592</b>
	<b>Autres fonds associatifs</b>		
	Fonds associatifs avec droit de reprise - Apports - Legs et donations - Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables	354 751	877 241
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
Provisions	Droits des propriétaires		
	Ecart de réévaluation		
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	13 224	13 224
	Provisions réglementées		
	<b>Total des autres fonds associatifs</b>	<b>367 975</b>	<b>890 466</b>
	<b>Total des fonds associatifs</b>	<b>6 121 938</b>	<b>6 244 057</b>
	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	69 527	60 190
	<b>Total des provisions</b>	<b>69 527</b>	<b>60 190</b>
Fonds dédiés	Sur subventions de fonctionnement	311 791	461 706
	Sur dons manuels affectés		
	Sur legs et donations affectés		
	<b>Total des fonds dédiés</b>	<b>311 791</b>	<b>461 706</b>
DETTES (1)	<b>DETTES FINANCIERES</b>		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	30 929	13 192
	Dettes fiscales et sociales	105 621	98 160
	<b>DETTES DIVERSES</b>		
TOTAL PASSIF	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	9 476	559
	Produits constatés d'avance		
	<b>Total des dettes</b>	<b>146 026</b>	<b>111 911</b>
	Ecart de conversion passif		
	<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>6 649 282</b>	<b>6 877 863</b>
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	316 084,91	49 987,48
	(1) Dont à moins d'un an	146 026	111 911
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		
	ENGAGEMENTS DONNES		

Etat exprimé en **euros**

Etat exprimé en euros		31/12/2024	31/12/2023	
		12 mois	12 mois	
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises, de produits fabriqués			
	Prestations de services	1 107	8 237	
	Productions stockée			
	Production immobilisée			
	Subventions d'exploitation	625 085	767 371	
	Dons	16 707	11 400	
	Cotisations	27 980	23 700	
	Legs et donations			
	Autres produits de gestion courante	402	3 167	
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	6 284	29 298	
	Autres produits			
	Total des produits d'exploitation	677 566	843 173	
	CHARGES D'EXPLOITATION	Achats		
		Variation de stock		
		Autres achats et charges externes	135 916	135 398
Impôts, taxes et versements assimilés		20 349	16 485	
Rémunération du personnel		352 201	322 679	
Charges sociales		127 575	113 823	
Subventions accordées par l'association				
Dotation aux amortissements et dépréciations		125 377	138 636	
Dotation aux provisions		9 337	6 473	
Autres charges		2	101 949	
Total des charges d'exploitation		770 757	835 444	
1 - RESULTAT COURANT NON FINANCIER		(93 191)	7 729	
Produits financiers		Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	119 448	218 635
		Intérêts et produits financiers	82 214	26 841
		Dotation aux amortissements et aux dépréciations	29 820	174 834
	Intérêts et charges financières	40 369	38 001	
	2 - RESULTAT FINANCIER		131 473	32 641
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT ( 1 + 2 )		38 282	40 371	
Charges financières	Produits exceptionnels	128 047	192 402	
	Charges exceptionnelles	160	89 100	
	4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL		127 888	103 302
	Impôts sur les sociétés			
	(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	369 606	368 021	
(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées	219 691	461 706		
TOTAL DES PRODUITS		1 376 881	1 649 072	
TOTAL DES CHARGES		1 060 796	1 599 084	
EXCEDENT ou DEFICIT		316 085	49 987	
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	PRODUITS	538 740	505 650	
	Bénévolat	538 740	505 650	
	Prestations en nature			
	Dons en nature			
	CHARGES	538 740	505 650	
	Secours en nature			
	Mise à disposition gratuite de biens et services			
	Personnel bénévole	538 740	505 650	

## Annexe libre

Etat exprimé en euros

Notre association Pays d'Aubagne la Ciotat Initiative est l'une des 206 associations locales réparties sur tout le territoire métropolitain et outremarin formant le réseau Initiative France, le premier réseau associatif d'accompagnement et de financement d'entrepreneurs.

Notre réseau de service d'intérêt économique général se fixe comme mission de contribuer à la réduction de la fracture sociale et territoriale en se mettant à l'écoute et au service des entrepreneurs, des territoires et du développement de l'économie, de l'innovation, de l'emploi et de la cohésion sociale.

Au cœur de la raison d'être de notre association et de son réseau, figurent l'accompagnement et le financement de créateurs d'entreprise et d'entrepreneurs grâce à des prêts d'honneur personnels, sans intérêts et sans garantie permettant à ces derniers la mobilisation d'autres dispositifs -notamment bancaires- de soutien aux TPE et PME.

Pour réaliser sa mission, notre association s'appuie en particulier sur, d'une part, des collaborateurs professionnels compétents, et d'autre part, un réseau de bénévoles forts de leur expérience entrepreneuriale qui offrent aux porteurs de projets un accompagnement personnalisé, amont et aval au financement accordé par un comité d'agrément bienveillant regroupant des professionnels.

Notre association comme tout le réseau Initiative France est engagée dans un processus de qualité grâce à :

- Une Charte d'éthique, un référentiel « métier », un système de qualification, une certification ISO 9001 de la tête de réseau
- L'assistance de ses organisations régionales et des services de sa tête de réseau
- Le projet stratégique du réseau pour la période 2019-2022, la « promesse Initiative France »

Concrètement, sur l'exercice 2024, notre plateforme a étudié 584 dossiers, présenté au Comité d'agrément 226 projets, dont 204 ont été validés soit 116 créations, 46 reprises et 42 développements.

Les 204 entreprises soutenues correspondent à 231 prêts d'honneurs accordés pour un montant de 1.631.449 €, en complément de 1.037.600 € de prêts d'honneur BPI (211 prêts d'honneur) et de 15.082.760 € de concours bancaires.

Ces entreprises soutenues et financées par le PACI portent 582 emplois créés ou maintenus.

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en **euros**

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **6 649 282** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **1 376 881** euros et un total **charges** de **1 060 796** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **316 085** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.

Il a une durée de **12** mois.

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions :

- Du Plan Comptable Général : règlement ANC 2014-03 modifié par le règlement ANC 2015-06 du 23 novembre 2015 et le règlement ANC 2016-07 du 4 novembre 2016 de l'autorité des Normes Comptables (ANC)
- Des normes comptables des personnes morales non commerçantes à but non lucratif : règlement ANC 2018-06 du 05 décembre 2018
- Des normes comptables et financières spécifiques arrêtées par le réseau Initiative France suite à l'entrée en vigueur du règlement ANC 2018-06

Les comptes annuels sont établis avec sincérité dans le respect du principe de prudence et conformément aux hypothèses de base :

- permanence des méthodes sous les réserves 2020 mentionnées ci-après,
- indépendance des exercices
- continuité d'exploitation

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les principales méthodes utilisées sont :

## **Immobilisations**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

## **Créances et dettes**

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

La subvention à recevoir du FSE a fait l'objet d'une provision à hauteur de 50%.

## **Disponibilités**

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

## **Engagements retraite**

La provision retraite s'élève à 69 527.11€ au 31 décembre 2024 a été comptabilisée.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

# • Figures

AUDIT

RAPPORT SPECIAL  
DU COMMISSAIRE  
AUX COMPTES

JUIN 2025

**FIGURES AUDIT**

Commissaire aux comptes,  
Société inscrite auprès de la CRCC  
de Versailles et du Centre  
sous le numéro 4100094393  
RCS Nanterre : 924 862 709  
6, Boulevard Bineau  
92300 Levallois-Perret

**Représentée par Madame Anne AUBERT,**

Inscrite à la CRCC de Aix-Bastia  
sous le numéro 1100092907

**Pays d'Aubagne La Ciotat Initiatives**  
255 avenue de Jouques  
13400 AUBAGNE

**PAYS D'AUBAGNE LA CIOTAT INITIATIVES**

---

Siège social :  
255 avenue de Jouques  
13400 AUBAGNE

---

**RAPPORT SPÉCIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

**RELATIF A L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024**



Mesdames, Messieurs les membres,

En ma qualité de Commissaire aux comptes de votre association, je vous présente mon rapport sur les conventions règlementées.

Il m'appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui m'ont été transmises, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont j'ai été avisé ou que j'aurais découvert à l'occasion de ma mission, sans avoir à me prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé, ni à rechercher l'existence d'autres conventions.

Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

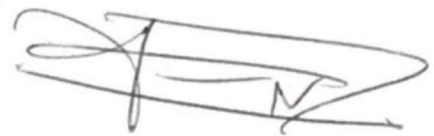
J'ai mis en œuvre les diligences que j'ai estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relatives à cette mission.

Ces diligences ont constitué à vérifier la concordance des informations qui m'ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

### CONVENTIONS SOUMISES À L'APPROBATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Je vous informe qu'il ne m'a été donné avis d'aucune nouvelle convention intervenue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'Assemblée générale en application des dispositions de l'article L 227-10 du Code de commerce.

Fait à Aix-en-Provence, le 11 juin 2025



---

**Figures Audit, Commissaire aux comptes**  
*Représentée par Madame Anne AUBERT*

# • Figures

AUDIT

## RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

JUIN 2025

**FIGURES AUDIT**

Commissaire aux comptes,  
Société inscrite auprès de la CRCC  
de Versailles et du Centre  
sous le numéro 4100094393  
RCS Nanterre : 924 862 709  
6, Boulevard Bineau  
92300 Levallois-Perret  
**Représentée par Madame Anne AUBERT,**  
Inscrite à la CRCC de Aix-Bastia  
sous le numéro 1100092907

**Pays d'Aubagne La Ciotat Initiatives**  
255 avenue de Jouques  
13400 AUBAGNE

**PAYS D'AUBAGNE LA CIOTAT INITIATIVES**

---

Siège social :  
255 avenue de Jouques  
13400 AUBAGNE

---

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

**SUR LES COMPTES ANNUELS**

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

Mesdames, Messieurs les membres,

## 1. Opinion

---

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre conseil fédéral, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'association Pays d'Aubagne La Ciotat Initiatives relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

## 2. Fondement de l'opinion

---

### Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie «Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels» du présent rapport.

### Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## 3. Justification des appréciations

---

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous informe que les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé, selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

#### **4. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels**

---

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

#### **5. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

---

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

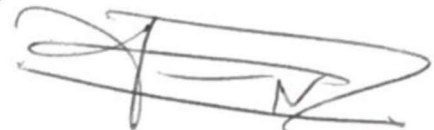
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Aix-en-Provence, le 11 juin 2025



---

**Figures Audit, Commissaire aux comptes**  
*Représentée par Madame Anne AUBERT*